



PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE

En Méditerranée comme ailleurs, les sociétés portent les traces des matrices politiques et identitaires produites par leur passé. C'est ainsi que, discrètes ou flagrantes, les mémoires de périodes aujourd'hui révolues telles que la colonisation ou les régimes autoritaires perdurent dans les paysages comme dans les imaginaires des villes d'aujourd'hui. Quels est le sens de la permanence de ces mémoires dissensuelles dans l'espace public ? Quels sont leurs effets de long terme sur les sociétés ? Depuis plusieurs décennies déjà, de nombreux acteurs (militants, artistes, chercheurs) ont entrepris de démontrer que les rapports inégaux du présent peuvent être éclairés à la lumière de l'histoire et de ses traces dans le présent. Pour certains, cette reconnaissance est devenue indispensable pour que soient construites des lectures plus apaisées du passé et qu'adviennent des sociétés plus respectueuses de la place de chacun. En ce début de XXI^e siècle, les exemples se répondent aux quatre coins du monde pour que soient reconnues les souffrances du passé comme les inégalités du présent. Qu'ils inquiètent (séparatisme), amusent (folklore) ou convainquent (progressisme), ces mouvements, souvent regroupés sous le terme de post- ou dé-coloniaux, méritent d'être évalués afin de comprendre les mécanismes contemporains d'appropriation du passé et de son patrimoine, ainsi que la puissance du rôle qu'ils jouent dans la formation ou la contestation des espaces publics. Ce mouvement, qui associe justice mémorielle et activisme, était au cœur des œuvres des artistes regroupées pour l'exposition Rue d'Alger, tenue à Marseille en octobre 2020 lors de la biennale d'art contemporain Manifesta 13. Accompagnant cet événement, un ensemble de rencontres et de débats se sont tenus dont cet ouvrage vise à rendre compte. La vingtaine de contributions qui en résulte permet d'aborder la demande croissante de justice mémorielle aujourd'hui formulée par de

nombreux acteurs, dans des États-nations contemporains qui s'enferment souvent dans mépris des particularités et le déni des oppressions du passé.

PRÉSENTATION DES AUTEURS

L'ouvrage Rue d'Alger : Art, mémoire, espace public est édité sous la direction scientifique de Pierre Sintès, maître de conférences HDR en géographie à Aix-Marseille université, membre du laboratoire TELEMMe de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme et spécialiste des relations entre territoire, identité, mémoire et société dans l'espace méditerranéen.

Les contributions ont été écrites par des spécialistes des relations entre espace urbain, art et patrimoine. L'ouvrage fait dialoguer une vingtaine de textes de chercheurs en sciences humaines et sociales (histoire, histoire de l'art, anthropologie, géographie, sciences politiques), d'artistes mais également d'acteurs de la société civile ou encore de représentants institutionnels.

Cet ouvrage est le résultat du projet Rue d'Alger, initié par Alessandro Gallicchio, historien de l'art et maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne, membre du centre André Chastel, auteur du catalogue de l'exposition Rue d'Alger paru aux éditions MF en 2021.

Prix : 22€

Nombre de pages : 304

Parution : 7 avril 2022

Format : 165 × 230

ISBN : 9782378040499

Éditions MF

Les Douches

5 rue Legouvé, 75010 Paris

RCS Paris B413 516 816

SIRET 413 516 816 00019

APE 221E ISSN 1284 4578

Contact

Bastien Gallet

06 26 12 45 89

contact@editions-mf.com

www.editions-mf.com

Distribution

Pollen

81 rue Romain Rolland

93260 Les Lilas

01 43 62 08 07

Dilicom 3012410370014

Diffusion

CED-CEDIF

47 bis rue Ernest Renan

94200 Ivry-sur-Seine

01 46 58 38 40

Rue d'Alger : Art, mémoire, espace public

Présentation de l'ouvrage

En Méditerranée comme ailleurs, les sociétés portent les traces des matrices politiques et identitaires produites par leur passé. C'est ainsi que, discrètes ou flagrantes, les mémoires de périodes aujourd'hui révolues telles que la colonisation ou les régimes autoritaires perdurent dans les paysages comme dans les imaginaires des villes d'aujourd'hui. Quels est le sens de la permanence de ces mémoires dissensuelles dans l'espace public ? Quels sont leurs effets de long terme sur les sociétés ? Depuis plusieurs décennies déjà, de nombreux acteurs (militants, artistes, chercheurs) ont entrepris de démontrer que les rapports inégaux du présent peuvent être éclairés à la lumière de l'histoire et de ses traces dans le présent. Pour certains, cette reconnaissance est devenue indispensable pour que soient construites des lectures plus apaisées du passé et qu'adviennent des sociétés plus respectueuses de la place de chacun. En ce début de XXI^e siècle, les exemples se répondent aux quatre coins du monde pour que soient reconnues les souffrances du passé comme les inégalités du présent. Qu'ils inquiètent (séparatisme), amusent (folklore) ou convainquent (progressisme), ces mouvements, souvent regroupés sous le terme de post- ou dé-coloniaux, méritent d'être évalués afin de comprendre les mécanismes contemporains d'appropriation du passé et de son patrimoine, ainsi que la puissance du rôle qu'ils jouent dans la formation ou la contestation des espaces publics. Ce mouvement, qui associe justice mémorielle et activisme, était au cœur des œuvres des artistes regroupées pour l'exposition *Rue d'Alger*, tenue à Marseille en octobre 2020 lors de la biennale d'art contemporain Manifesta 13. Accompagnant cet événement, un ensemble de rencontres et de débats se sont tenus dont cet ouvrage vise à rendre compte. La vingtaine de contributions qui en résulte permet d'aborder la demande croissante de justice mémorielle aujourd'hui formulée par de nombreux acteurs, dans des États-nations contemporains qui s'enferment souvent dans mépris des particularités et le déni des oppressions du passé.

Le point de départ de cette réflexion est la ville de Marseille qui apparaît comme un véritable laboratoire (CH. 1 : Le laboratoire marseillais) pour entamer une réflexion sur la relation entre mémoire et espace public. Important port du commerce méditerranéen, la ville où a été organisée l'exposition *Rue d'Alger* se prête parfaitement à une réflexion sur les survivances de l'histoire coloniale dans l'espace des villes méditerranéennes. La cité phocéenne a en effet construit sa richesse passée sur un commerce florissant avec l'empire colonial tout au long des XIX^e et XX^e siècles, lui valant sa réputation de « Porte de l'Orient » à cette époque. Son visage a été modelé par cette fonction : sa zone portuaire s'est agrandie au cours de cette période au-delà de son périmètre historique vers le Nord et la ville porte encore aujourd'hui de nombreux témoignages de ses liens anciens avec les territoires d'outre-mer (monuments, bâtiments, noms de rues et de quartiers). Cette fonction est à l'origine de l'organisation à Marseille de deux expositions coloniales que le texte de l'historienne de l'art Julie Rateau présente comme des événements déterminants dont les traces sont encore visibles aujourd'hui. L'activité commerciale de la ville avec les colonies a été le point d'un essor économique qui a attiré une forte immigration depuis de nombreux pays forgeant dans la population marseillaise des communautés dont l'importance s'exprime dans les relations sociales et politiques et qui sont également convoquées régulièrement dans les récits des habitants. Cette réalité a induit de véritables hiérarchies de visibilité entre les uns et les autres qui renvoient à des régimes de légitimité disparates. C'est ce qui apparaît dans le texte de Vincent

Rue d'Alger : Art, mémoire, espace public
Présentation de l'ouvrage

Geisser qui présente la question lancinante de la construction d'une grande mosquée à Marseille. Malgré le déclin économique progressif qui a suivi les décolonisations successives, nombreuses sont les empreintes d'une telle histoire dans la matérialité de la ville comme dans les mémoires collectives ou individuelles des Marseillais. C'est à cette diversité de points de vue sur le passé que le Musée d'histoire de Marseille, et son directeur actuel Fabrice Denise, tente de donner la parole dans cet espace de la mémoire institutionnel lié au pouvoir municipal. De leur côté, à travers la présentation du travail de l'association Ancrages, la sociologue Samia Chabani et le géographe Pierre Sintès, montrent que les mémoires de la colonisation comme des migrations sont également toujours des enjeux vivaces de l'espace public marseillais, structurant parfois le débat public autour de positions reflétant des oppositions tant politiques que sociales.

Les expressions publiques de la mémoire sont souvent déterminées ou positionnées par rapports aux productions officielles et institutionnelles qui instrumentalisent les activités artistiques ou culturelles. Celles-ci sont aujourd'hui régulièrement mises en œuvre par les pouvoirs publics dans le cadre d'événements festifs urbains qui s'apparentent à de nouveaux rituels collectifs participant à la fabrique de l'image et de l'identité des villes contemporaines. Ces moments privilégiés de mise en scène de la société et de l'histoire urbaine sont abordés dans le chapitre suivant (Ch. 2 : Le temps des « grands événements »). S'ils ne sont pas propres à notre temps, leur nombre, leurs modalités et leur répétition sont des signes témoignant de l'intégration croissante des métropoles dans des réseaux économiques et politiques. Car ces grandes manifestations ne sont pas seulement des activités ponctuelles, des moments suspendus entre les deux bornes chronologiques de leur programmation : au-delà des logiques symboliques de leur déroulement, elles permettent de saisir tout une ingénierie allant de la production de l'espace (présenté avec le périmètre Euromed de Marseille par Alexandre Grondeau et Mathilde Vignaux), aux modalités de l'exercice du pouvoir politique, des choix de stratégie économique à la marchandisation de l'image des villes présentés par Nicolas Maisetti avec l'étude du label « Marseille-Provence Capitale européennes de la culture 2013 ». Dans le monde de l'art, une telle tendance renvoie au processus de « biennalisation » introduit par le texte de l'historienne de l'art Maria Bremmer, qui conduit, par la force de l'événementiel, à associer les pratiques artistiques au discours dominant. C'est une même tendance qui est discutée plus globalement par l'artiste Arthur Eshkenazi en dialogue avec le géographe de la culture Boris Gresillon.

Ce sont ces mêmes enjeux de construction du discours public qui sont abordés dans le chapitre suivant à partir de plusieurs cas d'études tirés de l'histoire et de l'actualité algérienne (Ch. 3 : Mémoires algériennes : l'art d'en parler). Ces textes font le pendant aux débats marseillais en insistant sur l'importance des tabous et des oublis quand l'histoire est cantonnée à un élément de langage politique, servant l'institution d'un récit hégémonique sur le passé. En Algérie aussi, la mémoire officielle est encore marquée par une grande discrétion au regard de la pluralité de la société, célébrant plutôt l'unicité du peuple autour de la lutte pour l'indépendance et des grandes figures de la nation. Pourtant, dans l'ensemble des pays de Maghreb, des exemples confirment aussi l'existence de mémoires dissidentes qui proposent des modulations au discours officiel sur le passé diffusé depuis les indépendances. En

Rue d'Alger : Art, mémoire, espace public
Présentation de l'ouvrage

Algérie comme ailleurs, et pour un ensemble de raisons, la période actuelle semble même favorable à l'expression des polyphonies mémorielles, signes devenus tangibles d'une pluralité des regards portés sur le passé. C'est un tel mouvement qui est abordé dans les textes d'Anissa Bouayeb, Michèle Baussant et Giulia Fabbiano qui attestent bien la survivance, dans les cultures populaires, de mémoires minoritaires ou subalternes. La redécouverte de ces imaginaires alternatifs, et leur regain d'expression dans les espaces publics, permet à la société de questionner avec plus ou moins de succès la doxa de l'histoire officielle. Dans ce domaine, la démarche des artistes peut parfois être pionnière comme nous le rappelle Julien Cohen-Lacassagne, et comme l'illustre magistralement l'œuvre de l'artiste Amina Menia qui se penche sur ce passé pour se faire le relai de nouvelles perspectives sur la mémoire.

C'est donc aussi depuis le monde de l'art, ou inspiré par ce dernier, qu'émergent certaines figures de « lanceurs d'alerte mémoriels », de militants ou de pionniers. C'est ce que nous montre également l'ensemble du chapitre portant sur la mémoire de la colonisation et du fascisme en Italie (Ch. 4 : l'Italie au révélateur) où les textes composés par Emilia Héry, Caroline Pane et Claudio Pirisino présentent l'abondance des productions artistiques évoquant en Italie le souvenir de la dictature fasciste. Plus récente encore est le travail sur la reconnaissance du passé colonial du pays qui n'émerge ces dernières années qu'avec la forme immigration que connaît l'Italie, en particulier depuis les pays anciennement colonisés (Libye, Éthiopie, Érythrée). Ce sont à présent les circulations internationales qui semblent donc faciliter le décloisonnement des regards et l'émergence de nouvelles positions sur la mémoire. Comme le montre l'entretien avec l'artiste (italienne vivant à Londres) Alessandra Ferrini, ces exemples italiens nous permettent d'interroger plus directement les effets de la création artistique sur la mémoire et sa contribution au débat public quand il s'agit de s'exprimer sur un passé encore brûlant d'actualité.

Le dernier chapitre propose l'examen de plusieurs cas de conflits concernant l'expression publique de la mémoire (Ch. 5 : Contrechamps de Méditerranée et d'ailleurs) en mettant l'accent sur le caractère instrumental des monuments ou des œuvres d'art. C'est ce qui apparaît clairement dans le texte de Jean-Charles Depaule qui suggère, à partir d'exemple pris dans le monde arabe, combien les monuments participent sans aucun doute d'un « art de l'oubli » qui en fait des objets révélateurs en creux des tabous et des traumatismes de mémoires sociales et politiques toujours sélectives. Dans le texte de Nadège Ragaru portant sur la ville de Skopje en Macédoine du Nord, le monument d'un héros national albanais vient symboliser la manière dont les célébrations monumentales se trouvent au centre d'enjeux importants, révélant les équilibres de pouvoir et leurs transformations. L'inauguration de la statue de Skanderbeg en 2006 par la minorité albanaise vient y incarner de manière visible les enjeux d'un présent encore disputé. On retrouve également cette manifestation explicite des dissensus mémoriels dans les textes de Roni Dorot et Daniel Monterescu sur les expressions artistiques palestiniennes dans la ville de Jaffa, ou encore dans celui de Monika Salzbrunn et Raphaela von Weichs sur les condamnations de la colonisation (et de ses suites) par des artistes camerounais.

Rue d'Alger : Art, mémoire, espace public
Sommaire

Alessandro Gallicchio
Avant-propos
Pierre Sintès
Introduction

I. LE LABORATOIRE MARSEILLAIS

Fabrice Denise, Musée d'histoire de Marseille
Un musée pour Marseille

Julie Rateau, TELEMMe, CNRS-AMU
Les Expositions coloniales de Marseille : deux événements majeurs dans l'histoire de la cité phocéenne

Vincent Geisser, IREMAM, CNRS-AMU
La mosquée imaginaire de Marseille : sociohistoire d'une présence-absence patrimoniale

Samia Chabani, Association Ancrages, Marseille & Pierre Sintès, TELEMMe, CNRS-AMU
Espace public, espace narratif et valeur conflictuelle du patrimoine à Marseille : l'expérience de l'association Ancrages

Entretien avec Emma Grosbois et Agathe Rosa, artistes, Marseille

II. LE TEMPS DES « GRANDS EVENEMENTS »

Maria Bremer, Bibliotheca Hertziana, Rome
Au temps des crises du « global » : réflexions sur la biennale

Nicolas Maisetti, LATTS Université Gustave Eiffel CNRS
Les héritages de Marseille-Provence 2013 : retour sur les ambitions transformatrices d'une opération structurante

Alexandre Grondeau & Mathilde Vigneau, TELEMMe, CNRS-AMU
Grands événements culturels et espace urbain : le cas de Marseille

Entretien avec Arthur Eskenazi artiste, Marseille et Boris Gresillon, TELEMMe, CNRS-AMU

Rue d'Alger : Art, mémoire, espace public
Sommaire

III. MEMOIRES ALGERIENNES : L'ART D'EN PARLER

Anissa Bouayed, CESSMA

Les prisonniers algériens de l'île Sainte-Marguerite. Archives des circulations forcées au XIX^e siècle et traces mémorielles en Algérie, sources concurrentes ou complémentaires ?

Michèle Baussant, Fellow ICM, CEFRES, Prague

Patrimoines postcoloniaux en transit

Giulia Fabbiano, ERC-DREAM, CHSMC

Le temps du hirak : histoire, mémoires et expériences du passé

Julien Cohen-Lacassagne, LIAD, Alger (à déplacer ou pas ? A discuter)

Mémoire et histoire : réflexions à partir du cas franco-algérien

Entretien avec Amina Menia, artiste, Alger

IV. L'ITALIE AU REVELATEUR

Emilia Hery, HiCSA, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Caroline Pane, TELEMME

CNRS-AMU & Claudio Pirisino, IRET Sorbonne nouvelle.

Retours sur Mémoires du Ventennio

Emilia Hery, HiCSA, Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Rome, Addis Abeba, Asmara : la ville en héritage, l'art en partage

Entretien avec Alessandra Ferrini, artiste, Londres

V. CONTRECHAMPS DE MEDITERRANEE ET D'AILLEURS

Jean-Charles Depaule, Laboratoire d'anthropologie urbaine, CNRS

Variations monumentales – Le Caire, Beyrouth, Alger...

Nadège Ragaru, Sciences Po CERI-CNRS

Monumentalités rivales : Skopje de pierre et de bronze

Daniel Monterescu & Roni Dorot, Central European University, Budapest/Vienne,

IMéRA Marseille

Les subalternes peuvent-ils peindre ? Graffitis palestiniens et juifs dans la Jaffa gentrifiée

Monika Salzbrunn & Raphaela von Weichs, Projet ERC-ARTIVISM,

Université de Lausanne

Qui décolonise l'espace ? Art et activisme à Douala/Cameroun

Entretien avec Mohammed Laouli, artiste, Marseille, Salé